



## Conseil économique et social

Distr. générale  
18 novembre 2011  
Français  
Original : anglais

---

### Commission du développement social

#### Cinquantième session

1<sup>er</sup>-10 février 2012

Point 3 b) de l'ordre du jour provisoire\*

**Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale : thème prioritaire : élimination de la pauvreté**

### **Déclaration présentée par la Fondation internationale de la famille, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif général auprès du Conseil économique et social**

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, diffusée conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

---

\* E/CN.5/2012/1.



## **Déclaration Effets de l'exclusion sociale résultant de l'éclatement des familles sur les personnes âgées, les femmes et les enfants**

### **Un nouveau concept de l'exclusion sociale?**

Traditionnellement, l'exclusion sociale a été définie comme une polarisation géographique croissante ou un accès restreint aux perspectives possibles, à tel point que des personnes vivant dans des zones souvent très peu étendues, comme par exemple un lotissement ou un quartier de centre-ville ou de banlieue, peuvent se retrouver coupées de la vie extérieure. À l'heure actuelle, il n'y a pas d'accord total sur ce que ce phénomène recouvre ou sur ce qui en est la cause. De fait, il a progressivement été attribué à différentes causes qui ne sont pas toutes liées directement au dénuement matériel. Dans leur publication, intitulée *Beyond child poverty* (2003), Alfred Kahn et Sheila Kamerman affirmaient que « bien que les revenus et les avoirs financiers continuent d'être considérés comme des éléments clefs de la réussite des enfants, l'exclusion sociale ne relève essentiellement d'aucun de ces facteurs (ou du handicap), mais plutôt de la gamme plus large des capacités auxquelles les gens ont ou n'ont pas accès ».

C'est probablement pourquoi le professeur Danny Dorling, dans son article paru dans *Journal of the Academy of Social Sciences*, parle d'un nouveau concept de l'exclusion sociale dans le contexte européen : « La nouvelle exclusion est l'exclusion de la vie, de la compréhension et de la sollicitude des autres ».

C'est dans cette perspective que la Fondation peut tirer certaines conclusions de sa vaste expérience dans le domaine de la famille dans le monde entier. La famille est le lieu où la grande majorité des gens font l'apprentissage des aptitudes fondamentales à la vie. C'est l'environnement qui donne la vie et, étant donné que la stabilité familiale n'a cessé de décliner ces dernières décennies dans de nombreux pays, les adultes et les enfants, de nos jours, sont de plus en plus confrontés à des obstacles à leur bien-être non seulement matériel, mais aussi affectif. Ils doivent souvent s'accommoder de familles dysfonctionnelles, brisées du fait de la maltraitance, de la séparation ou du divorce ou sans père. C'est particulièrement vrai chez les couches les plus défavorisées de la société et pour leurs membres les plus faibles, à savoir les personnes âgées, les femmes, les personnes endettées et les enfants.

### **Exclusion sociale et affective dans la vie ultérieure**

Selon les conclusions des études effectuées par le Centre pour la justice sociale et dont il a été rendu compte dans un rapport paru en 2000, « l'éclatement d'une famille provoque la fragmentation d'un système potentiel de soins et de soutien de ses membres les plus âgés; une vie entière de dépendance économique se traduit par un manque de stabilité et de sécurité ». Le divorce et l'instabilité croissante des relations familiales ont affaibli les liens entre les retraités et leurs enfants, ce qui veut dire que de moins en moins d'enfants sont capables ou désireux de s'occuper de leurs parents dans leur vieillesse. « L'éclatement des familles a abouti à une mutation culturelle importante qui a des incidences sur l'inclination de nombreux membres des familles à fournir des soins. »

Entre autres initiatives, c'est ce qui a probablement conduit le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne (voir décision 940/2011/EU) à

proclamer 2012 « Année européenne du vieillissement actif et de la solidarité entre les générations ». Le vieillissement actif a été défini par l'Organisation mondiale de la Santé en 2002 comme le « processus consistant à optimiser les possibilités de bonne santé, de participation et de sécurité afin d'accroître la qualité de vie pendant la vieillesse ».

S'agissant du premier stade du vieillissement, la bonne santé, la participation et la sécurité peuvent être stimulées par l'environnement familial parce que celui-ci offre à ses membres vieillissants non seulement les meilleures conditions, mais également un rôle important au sein de la famille elle-même.

Il ne faudrait toutefois pas oublier que le vieillissement actif ne signifie pas qu'il ne viendra pas un moment où les personnes nécessiteront des soins spécifiques et que personne ne peut faire cela mieux et à un coût moindre que les membres de la famille, au sein d'un foyer familial élargi. Le fait que cela ne soit pas toujours possible ne devrait pas masquer cette vérité. Dans le cas où la famille fait le choix de fournir ces soins, elle doit recevoir le soutien financier et affectif qu'elle mérite.

D'autres solutions doivent être étudiées, et il convient d'effectuer des recherches supplémentaires pour trouver un environnement approprié aux personnes qui n'ont pas de famille pour prendre soin d'elles ou qui ne veulent pas que leur famille prenne soin d'elles.

### **La féminisation progressive de la pauvreté**

Comme le montrent de nombreux rapports, le nombre de femmes vivant dans la pauvreté n'a cessé d'augmenter au cours des dernières décennies. En 1950, les femmes n'avaient que légèrement plus de chances d'être pauvres que les hommes, alors qu'à l'heure actuelle, elles ont 50 % plus de chances de souffrir des conséquences de la pauvreté. Certains changements dans les conditions sociales et économiques des pays développés semblent être à l'origine de cet état de fait.

Le premier est l'âge plus tardif du mariage. Dans les années 50, les jeunes femmes se mariaient à l'âge de 20 ans et les jeunes hommes se mariaient à l'âge de 23 ans environ. En 2010, l'âge moyen au premier mariage était de plus de 30 ans. Ce changement a abouti à une baisse marquée du taux de fécondité.

Un autre changement est l'augmentation du nombre de divorces. Alors qu'en 1950, la plupart des gens restaient mariés jusqu'à ce que l'un des conjoints disparaisse, de nos jours, plus de la moitié des mariages se terminent par un divorce. Se conjuguant au déclin de l'institution du mariage, cela veut dire qu'une proportion croissante de femmes adultes vivent seules et doivent compter sur elles-mêmes pour assurer leur subsistance. Et puisqu'elles gagnent en général moins, les femmes seules courent un risque plus grand que les hommes seuls d'être pauvres.

Une troisième tendance affectant les arrangements familiaux est l'augmentation du nombre des enfants nés hors mariage. Dans les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le nombre total de ces enfants représentait, en 2008, presque 40 % de la population totale, alors qu'il y a un demi-siècle, leur nombre était insignifiant. Le résultat a été l'augmentation du nombre de familles monoparentales dirigées par une femme, la monoparentalité influant sur le taux de pauvreté des femmes à un degré bien plus élevé que sur celui des hommes.

Un quatrième facteur important tient à l'augmentation du nombre des foyers « non familiaux », en particulier du nombre des foyers à une seule personne. Aux États-Unis d'Amérique, par exemple, seuls 10 % des foyers étaient classés comme « non familiaux » en 1940; à la fin du XX<sup>e</sup> siècle, plus de 30 % relevaient de cette catégorie.

La cinquième tendance affectant la variable sexuelle en matière de taux de pauvreté est l'augmentation de l'espérance de vie qui concerne les femmes plus que les hommes. Comme les femmes sont susceptibles de vivre plus longtemps que les hommes, leur revenu de retraite doit couvrir une période plus longue.

Bien sûr, tous ces facteurs sont intimement liés. Il importe, face à ces changements, de protéger et d'améliorer le bien-être des femmes autant que possible.

### **Les personnes endettées**

Le professeur Dorling propose une analyse très judicieuse des causes et des conséquences de la crise financière actuelle et démontre l'existence d'une nouvelle forme d'exclusion qui en est issue : « L'élimination des pires formes de la pauvreté du début du vingtième siècle, ainsi que les théories des élitistes, qui pensaient que les pauvres étaient inférieurs, ont affaibli la portée des arguments des groupes qui étaient auparavant arrivés à réduire les inégalités de ressources entre les familles et les classes au sein de nombreuses sociétés riches. Il devient peu à peu apparent que dans des pays tels que la Grande-Bretagne, la pauvreté n'a pas reculé au cours des 30 dernières années. Au lieu de cela, l'inégalité financière croissante a abouti à ce qu'un nombre important et croissant de personnes ont été exclues des normes de la société et ont formé une classe sociale en expansion et de plus en plus différenciée qui souffre d'un nouveau type de pauvreté, à savoir les nouveaux pauvres, les exclus, les endettés. »

Il est intéressant de noter que les plus jeunes ont été plus touchés par la crise financière. À partir de 2007, on a assisté à une baisse dramatique des perspectives d'emploi pour les jeunes et à l'émergence d'un « effet ciseaux » sans précédent. L'emploi de jeunes et de personnes âgées a cessé d'évoluer de la manière harmonieuse et corrélative observée ces 50 dernières années. L'emploi des jeunes s'est littéralement effondré, tandis que celui des personnes âgées a augmenté en fait de façon spectaculaire. Il en ressort que les jeunes constituent le groupe le plus vulnérable dans la crise actuelle.

### **Les enfants, victimes les plus vulnérables**

L'exclusion des enfants peut être le résultat des actions d'un certain nombre d'agents différents. Et une fois de plus, la famille est le principal agent. Comme il est indiqué dans l'article intitulé « Social exclusion and children: A European view for a US debate » publié par la London School of Economics en 2002, « Les parents, de toute évidence, ont une énorme influence sur le bien-être de leurs enfants. Il s'ensuit ainsi qu'ils sont un agent potentiel majeur de l'exclusion de leurs enfants. Les parents risquent de ne pas faire suffisamment d'efforts pour trouver du travail et par conséquent pour ramener suffisamment d'argent au foyer. Ils peuvent dépenser leur revenu de manière inéquitable ou non judicieuse. Ils peuvent ne pas s'intéresser suffisamment à l'éducation de leurs enfants. Ils risquent également de négliger la

santé de leurs enfants et leur alimentation. Ils peuvent ne pas aider leurs enfants à développer leurs compétences sociales et leurs contacts. »

Il reste encore beaucoup à apprendre concernant les incidences de l'éclatement de la famille sur les enfants. Il a été démontré qu'outre les pertes purement matérielles, les enfants du divorce perdent également fréquemment le capital social et le prestige social associés au statut professionnel et éducatif de l'autre parent, généralement le père. La mobilité sociale descendante associée à la perte du parent ayant le statut supérieur explique par conséquent en grande partie les moins bons résultats scolaires des enfants de couples divorcés.

### **Conclusions et propositions**

Les changements sociaux qui se sont produits dans les pays développés au cours des 50 dernières années ont modifié de façon importante la manière dont le milieu familial soutient ses membres les plus faibles (personnes âgées, femmes, personnes sans emploi et enfants), sur le plan non seulement matériel, mais aussi affectif, le plus souvent. Ceci contribue à une exclusion réelle qui devrait faire l'objet d'une étude approfondie et être traitée par des politiques publiques, ainsi que par des actions de la société civile.

Outre la nécessité d'approfondir les recherches dans ce domaine, nous suggérons :

- L'organisation de campagnes de sensibilisation sociale aux nouveaux types d'exclusion sociale;
- Le choix et la diffusion de bonnes pratiques afin de promouvoir la participation des personnes âgées à la vie de leur famille et aux affaires de la communauté;
- La fourniture d'une aide financière et de crédits spéciaux aux femmes vivant dans la pauvreté;
- La promotion de programmes de crédit et de microcrédit pour aider les jeunes à débiter leur propre entreprise;
- La nécessité de soutenir la reconnaissance par la société de la stabilité familiale et de prévenir l'éclatement au moyen de cours de responsabilité parentale.